

Retours sur une journée d'échanges

Implication citoyenne sur la conception et la gestion des espaces publics

Journée du 7 septembre à Grenoble et Saint-Martin-d'Hères



Une soixantaine d'acteurs (habitants, associations, collectifs citoyens, bailleurs, élus, agents de collectivités, chercheurs...) se sont retrouvés à Grenoble le 7 septembre. Cette journée a été organisée par le Cerema et le centre de ressource GUSP, les Villes de Grenoble et Saint Martin d'Hères.

Le Cerema lance des expérimentations sur le sujet de l'« implication citoyenne dans la conception et la gestion des espaces publics » dans plusieurs régions.

Localement, il a été proposé d'échanger entre acteurs (citoyens, collectifs, institutions...) lyonnais et grenoblois sur cette question, via l'organisation de deux journées d'échange croisées.

Cette première journée est organisée en partenariat avec le Centre de ressources GUSP, la Ville de Grenoble, la Ville de Saint-Martin-d'Hères. Elle s'est déroulée le 7 septembre 2017 à Grenoble et Saint-Martin-d'Hères.

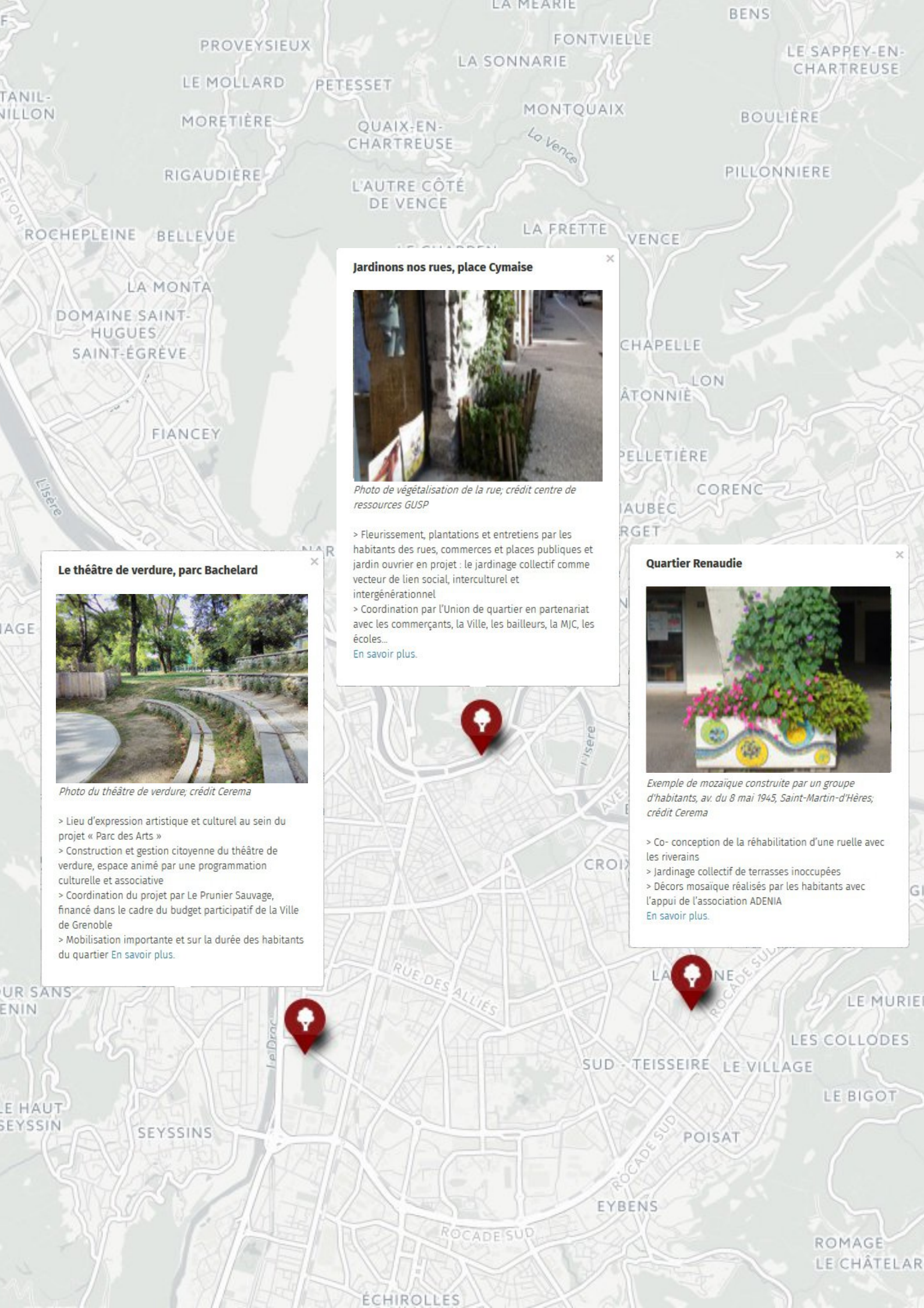
Certaines collectivités et certains milieux associatifs jouent un rôle moteur dans la redistribution des rôles et expérimentent de nouvelles formes de conception et de gestion de l'espace. L'espace public devient un lieu d'expression citoyenne et de fabrication du commun : intervention artistique, occupation temporaire ou pérenne, jardinage, "street art", urbanisme participatif, etc.

Au-delà de l'« intervention », quels sont les impacts réels sur les usagers « non pionniers » ? Quelle pérennité ? Quels « ratés » ? Comment les services de la ville reçoivent ces aménagements dans le cas de démarches bottom-up ? Comment les utilisent-ils, les gèrent-ils ? Comment cela questionne les pratiques des services et du milieu associatif ?

La matinée a été l'occasion d'échanger in situ autour d'expériences d'implication citoyenne (voir le programme pour plus d'information). Ces visites guidées de 3 sites emblématiques de l'implication citoyenne dans la conception et/ou la gestion d'espaces publics sur Grenoble et st Martin d'Hères.

Les participants ont apprécié ces moments d'observation terrain et de retours d'expériences « *francs et sans langue de bois* », « *où l'on a pu aborder les points forts, mais aussi les difficultés et les échecs rencontrés* ». Ces visites étaient guidées par les habitants impliqués et les services de la ville ; nous les remercions chaleureusement pour le temps qu'ils nous ont consacré, leur dynamisme et sens de l'engagement.

L'après-midi était dévolu à de la production collective : cerner les problèmes et les opportunités, pour arriver à des pistes d'actions concrètes.



Jardinons nos rues, place Cymaise



Photo de végétalisation de la rue, crédit centre de ressources GUSP

> Fleurissement, plantations et entretiens par les habitants des rues, commerces et places publiques et jardin ouvrier en projet : le jardinage collectif comme vecteur de lien social, interculturel et intergénérationnel

> Coordination par l'Union de quartier en partenariat avec les commerçants, la Ville, les bailleurs, la MJC, les écoles...

[En savoir plus.](#)

Quartier Renaudie



Exemple de mosaïque construite par un groupe d'habitants, av. du 8 mai 1945, Saint-Martin-d'Hères, crédit Cerema

> Co- conception de la réhabilitation d'une ruelle avec les riverains

> Jardinage collectif de terrasses inoccupées

> Décors mosaïque réalisés par les habitants avec l'appui de l'association ADENIA

[En savoir plus.](#)

Le théâtre de verdure, parc Bachelard



Photo du théâtre de verdure, crédit Cerema

> Lieu d'expression artistique et culturel au sein du projet « Parc des Arts »

> Construction et gestion citoyenne du théâtre de verdure, espace animé par une programmation culturelle et associative

> Coordination du projet par Le Prunier Sauvage, financé dans le cadre du budget participatif de la Ville de Grenoble

> Mobilisation importante et sur la durée des habitants du quartier [En savoir plus.](#)

Visite du quartier Renaudie à Saint-Martin d'Hères

Ce quartier en Politique de la ville a une architecture remarquable et de forts enjeux de sécurité. En plus du plan guide du projet urbain, l'amélioration du cadre de vie se fait via des actions positives. Cela s'appuie sur un investissement continu des services et d'un groupe d'habitants (propriétaires et locataires). Avec une nécessité de consensus (sur le degré de végétalisation des espaces), d'actions rapides et visibles.

Des mosaïques ont été réalisées par les habitants avec l'appui de l'association ADOUNIA. Des ateliers et des formations se sont déroulés dans la rue. Cela rend visible des petites actions collectives qui améliorent l'espace du quotidien.





Co-conception pour la réhabilitation d'une ruelle avec les riverains. Les enjeux de sécurité sont (et restent) forts sur cette ruelle emblématique du quartier. Comment redonner envie de revenir habiter les logements adjacents ? Comment rendre la ruelle aux riverains ? Un principe a été de recréer des espaces tampons entre les seuils des logements et le cheminement.

Jardinage collectif de terrasses inoccupées (vacance ou difficulté pour certains à entretenir une grande terrasse arborée). Ces actions (jardin partagé, entraide entre voisins) participent à renforcer le caractère jardiné du quartier (concept fort voulu par l'architecte Jean Renaudie).



Visite organisée par Caroline Cialdella et Aline Gillard, Ville de Saint-Martin -d'Hères, et Caroline KOLLROS, Gérard PHILIPPE, Dominique RIPART (habitants du quartier)



Visite de la place Cymaise à Grenoble – Jardinons nos rues

Ce quartier ancien de centre-ville accueille un projet de fleurissement. Les plantations et l'entretien sont fait par des riverains et commerçants. Un jardin ouvrier est en projet : le jardinage collectif comme vecteur de lien social, interculturel et intergénérationnel. L'ensemble est coordonné par l'Union de quartier en partenariat avec les commerçants, la Ville, les bailleurs, la MJC, les écoles...





Parmi les questions abordées au cours de cette visite:

- Les conflits entre les habitants impliqués dans le projet et les autres (différence de niveau d'exigence sur la qualité...)
- Les problématiques de gestion quotidienne de ces espaces
- La relation entre le collectif des habitants et la ville de Grenoble
- Le lien entre le collectif d'habitants et les commerçants, riverains et écoles alentours
- L'intérêt du collectif à promouvoir la citoyenneté au travers de ce projet



Visite organisée par Franck Quéré (ville de Grenoble) et Pascal Jacquemin (Jardinons Nos Rues Saint Laurent - Rive Droite)

Visite du parc Bachelard à Grenoble – Le théâtre de verdure

Ce lieu d'expression artistique et culturel fait partie du projet « Parc des Arts », à proximité du Quartier Politique de la ville Mistral . Ce théâtre de verdure est une construction financée dans le cadre du budget participatif de la Ville de Grenoble et dont la gestion est citoyenne, espace animé par une programmation culturelle et associative pilotée par le Prunier Sauvage. On note une mobilisation importante et sur la durée des habitants du quartier





Visite organisée par Franck Quéré (ville de Grenoble) et Brahim Rajab (Directeur du Prunier Sauvage)

Un débat mouvant

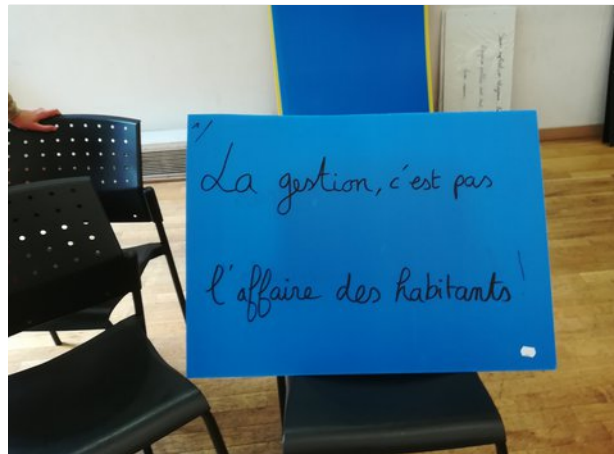
Les débats ont porté sur la base de 2 questions volontairement polémiques, afin de lancer les échanges et de cerner les principaux enjeux :

« l'implication citoyenne, c'est juste de l'affichage politique »

« en réalité, ce sont toujours les mêmes qui se mobilisent »

4 ateliers « Grodébat » en parallèle

Les participants ont été invités à travailler en mode collaboratif par petits groupes autour de « phrases pied dans le plat » pour analyser ensemble les problèmes rencontrés, imaginer une vision idéale ou rêvée du sujet proposée et proposer des solutions concrètes pour y parvenir. Les débats sont résumés ci-dessous.



Notes sur l'atelier 1 :

la gestion, c'est pas l'affaire des habitants ...

C'est quoi le problème ?

Gestion : des définitions et approches plurielles, de nombreux préjugés à déconstruire : Gestion de projets, d'espaces ; gestion budgétaire/domestique/ technique : la gestion recouvre différentes formes et différentes échelles.

Pour certaines personnes (mais ce n'est pas l'avis du groupe), la gestion n'est pas l'affaire des habitants car :

- c'est technique, voire techno
- c'est « une affaire de connaisseurs », c'est « trop compliqué pour les habitants »
- « c'est pas important : l'important c'est le projet, l'investissement, le visible » ;
- c'est du budget, de la comptabilité, qui demande de la rigueur
- « c'est pas mon problème, je paye des impôts pour qu'on gère à ma place ! »

Pour le groupe, la gestion :

- devrait être l'affaire de tous : « Déresponsabiliser les gens sur la gestion, c'est leur enlever la maîtrise du projet ».
- la gestion est souvent dévalorisée ; c'est du quotidien et elle est rarement évoquée ou valorisée dans les programmes politiques
- « c'est les moyens à court, moyen et long terme de mettre en place et réussir un projet avec les moyens qu'on a »
- c'est gérer des ressources rares : gestion des dépenses, des ressources, des richesses
- c'est de la maintenance, de l'entretien quotidien, c'est de la propreté, c'est les espaces publics et c'est donc l'affaire des habitants
- la gestion par les habitants, c'est responsabilisant, plus pragmatique et moins coûteux, alors que la gestion institutionnelle a des lourdeurs et déresponsabilise car on fait à la place des habitants
- c'est une question d'autonomie des habitants organisés ou pas ; jusqu'où les élus sont ils prêts à aller dans le pouvoir d'agir des habitants ? C'est politique.
- C'est une question de citoyenneté et de rapport au service public ; il faut conscientiser les habitants sur les moyens publics affectés à la gestion. Cela pose des questions d'égalité de gestion et d'égalité de service.

Pour que la gestion soit l'affaire des habitants, il faut de l'information, de l'accompagnement et de la formation des bénévoles et habitants :

travailler tous ensemble.

Dans l'idéal

Dans l'idéal = Il n'y a plus de problèmes, plus de jets d'ordures par les fenêtres, le tri est fait et tous les quartiers sont propres. Chacun est conscient de ce qu'est l'intérêt général et y travaille.

La gestion devrait être l'affaire de tous les habitants, avec égalité et équité, ce qui implique :

- Des formations pour tous à l'animation de débats, à l'expression orale, à l'architecture, aux espaces... : des formations pratiques sur tous les domaines qui permettent à chacun de s'informer et participer
- Plus de transparence ; de l'information partagée sur où va l'argent et les impôts, à l'échelle locale comme nationale et que l'habitant puisse proposer des évolutions
- Egalité des chances et égalité de traitement. Il n'y a plus de rapport d'aliénation, de domination, de pouvoir : chacun a des connaissances à partager. Il n'y a plus de hiérarchie ou de cloisons.
- Il n'y a plus de TV : les medias sont positifs et utiles
- La coopération est généralisée ; Il n'y a plus de compétition
- les richesses et les ressources sont partagées de façon équitable – c'est la fin du capitalisme
- Ecoute et respect de tout le monde
- Plus de rencontres entre habitants et professionnels de la gestion ; plus de compréhension et de confiance réciproque
- Co-construire la gestion dès l'amont du projet
- Tendre vers l'autogestion collective type Scop TI (ex-Fralib) où chacun agit selon ses compétences, ses envies et ses capacités
- « Les élus, l'Etat sont des animateurs qui donnent une âme à la société »
- Les différentes institutions, les différents acteurs, les différentes instances participatives sont coordonnées pour la gestion qui est débattue et discutée ensemble
- Une équipe d'animation compétente qui veille à la collégialité des décisions
- Les plans de gestion sont co-construits à partir de l'expression de chacun
- Le droit à l'erreur est reconnu et les aménagements /les espaces publics peuvent être modulables, adaptables, réversibles
- Il y a éco-gestion durable et solidaire des espaces publics.

Propositions concrètes

Co-construire et anticiper le(s) plan(s) de gestion avec toutes les parties prenantes dès l'amont des projets urbains, d'aménagement des espaces publics, d'équipements ou d'infrastructures, pour que le projet fonctionne bien et durablement :

- > Inscrire la gestion dès l'amont dans les cahiers des charges des projets et études ; co-construire les projets et dispositifs de gestion avec les gens de terrain et en vraie transversalité
- > Associer les habitants et les services gestionnaires dès l'amont et écouter VRAIMENT les préconisations (exemples en GUSP de préaux dégradés/inutilisés, de fontaines ou investissements inutiles)
- > Associer les artisans et entreprises de travaux/réparation dès l'amont
- > Suivre et évaluer la gestion des projets avant, pendant et après sa construction, avec divers experts et des moyens adaptés aux différents stades du projet

Donner les moyens de l'autonomie des habitants : information, formations, reconnaissance du statut d'élu associatif et de l'engagement bénévole (crédit d'impôt engagement associatif, compte épargne temps citoyen, compte personnel de formation bénévole) :

- > Leur laisser le choix et les moyens de développer des expertises et contre-expertises citoyennes (budget et liberté de choix citoyen pour mobiliser les experts qu'ils souhaitent)
- > Donner du temps et anticiper la saisine et autosaisine citoyenne sur les questions de gestion : proposer des sujets à l'expertise d'usage des habitants en amont des projets en leur laissant 6 mois et des moyens d'études et expertises pour co-produire et rendre leur avis ; organiser des panels citoyens réguliers sur les questions de gestion
 - > Diffuser la culture de la participation et de la co-construction dans tous les services
- > Développer l'éducation au développement durable (EDD) ; renforcer les liens entre acteurs GUSP et EDD pour renforcer la sensibilisation et la conscientisation des habitants et acteurs pour une gestion plus durable des espaces

Renforcer la transparence des budgets des projets et mieux expliciter les choix réalisés : anticiper les coûts de gestion avant, pendant et après le chantier ; réserver une enveloppe budgétaire pour aléas et imprévus

Lutter contre la fraude fiscale qui creuse le déficit public, pour financer la GUSP avec et pour tous, le service public et la fonction publique en général (Social, Justice, Police, Habitat, santé, Education...) : une fonction publique forte, c'est plus de justice sociale et donc une gestion apaisée

Clarifier et mieux expliciter le qui fait quoi et les compétences de chacun en matière d'espace public/privé entre la ville, la Métro, les bailleurs, l'Etat, les régies de quartier : mettre en place des référents « gestion », porte d'entrée transversale et mutualisée pour les habitants

- > Mailler le territoire avec des acteurs relais, des antennes locales de proximité bien identifiés : professionnels de terrain, habitants-relais
- > Faire vivre le réseau « GUSP » ; s'appuyer sur le réseau Villeuneuve/Grenoble/Echirolles qui fonctionne bien ; partager et échanger avec le réseau GUSP de la métropole de Lyon
- > Mieux faire connaître les initiatives et contacts de proximité : exemple du N°vert voirie/espace public de la Ville de Grenoble (guichet d'entrée unique pour l'habitant), du site internet de la Métro dédié à la voirie : GRU, du projet d'Agence du quotidien d'Echirolles (guichet commun de proximité) ; projets de gestion de site des bailleurs avec un mode projet innovant organisé autour de binômes de proximité référents ; s'appuyer sur les réseaux de « locataires référents » et d'habitants ressources mis en place par certains bailleurs
- > Former tous les acteurs au « qui fait quoi » et arrêter les experts thématiques au dessus des autres et le fonctionnement par silo
- > Faciliter la rencontre et la connaissance réciproque entre acteurs /habitants : organiser des journées « vis ma vie de... gardien d'immeuble, éboueur, agent d'entretien... » pour que tous comprennent les enjeux et les réalités du terrain, et notamment les chefs ; organiser des pots d'accueil participatifs des agents de secteur avec tous les habitants invités

Réaffirmer l'importance de la gestion au niveau politique, technique et financier, assurer un réel portage politique des questions de gestion : « La proximité vraiment portée, pas juste affichée » ; des enveloppes réservées à la qualité de service/la gestion pour tous les projets (pas seulement sur les « grands projets visibles »)

Notes sur l'atelier 2 :

Impliquer les habitants : et les autres ?

C'est quoi le problème ?

Les citoyens ne se sentent pas concernés

Comment faire circuler l'information ?

On communique beaucoup pourtant il y a peu de présents. Il est difficile de mobiliser les relais.

On ne laisse pas le temps d'investir les réseaux (Ex : églises évangéliques)

Même quand ça semble une priorité ils ne viennent pas

Les gens sont là. Il faut se déplacer.

Le politique ne se pose pas la question d'où il est.

« On n'est pas sur le même temps »

(entre élus et habitants)

Il y a un amalgame entre technicien (temps plus long sur le terrain) et élu (commande de l'élu pas forcément pertinente, ou pas de commande)

Comment on laisse une place à ceux qui ne viennent pas ?

La participation est vue comme une politique spécifique

Manque de confiance

Si pas de participation, risque de dégradations, et pas d'expertises d'usage

« Je n'ai pas d'avis » : légitimité, délégation ?

Pas envie de s'impliquer : envie de déléguer

Impliquer jusqu'à quel point ? Envie de surprise.

Dans l'idéal

Débat de confrontation d'idées :

enseigné à l'école ou ailleurs, cela devient un automatisme, une culture. Tout le monde est en capacité de participer. Vers une désacralisation de la démocratie participative

Partage de la responsabilité

Des moyens : temps, équipe, relais qui marchent

Vis ma vie : élu ← → techniciens

Les biens communs

Des assemblées locales de gestion. Des mandats révocatoires pour chaque bien commun

Chaque citoyen est élu une fois dans sa vie

Choix des citoyens au hasard, mais on laisse le temps au dialogue

Propositions concrètes

Fonds participatif par et pour tous les quartiers :

conséquent en fonctionnement et en investissement

La demie-journée de la démocratie

Par semaine ! Apprentissage à l'école et aussi en entreprise : pour tous. Généraliser le tirage au sort et les jurys citoyens

Multiplier les lieux/temps de participation

La nuit, avec garde d'enfants, outils autres que l'écriture. Être tenace, même si peu sont là au départ

Organiser des voyages d'études plus long :
pour désapprendre

Forum démocratique jeunes / adultes :
formation au débat (assui pour les élus et techniciens)

Organiser des assemblées locales régulières et décisionnelles visibles depuis l'espace public

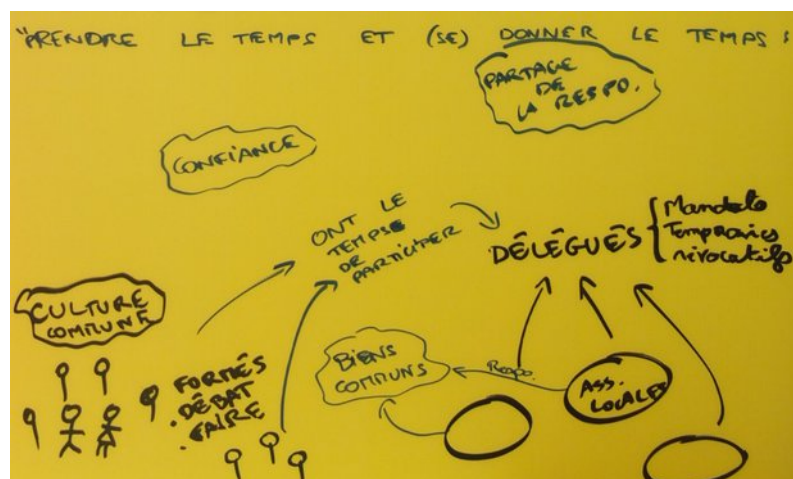
exemple à Villeneuve, Barcelone

Reconnaître la pluralité des systèmes :

définir un langage commun, co-formation (citoyens, élus, techniciens)

Regarder les progressions

et choses nouvelles des dernières années



« Prendre le temps et (se) donner le temps »

Notes sur l'atelier 3 :

Implication variable ; gestion variable ?

C'est quoi le problème ?

Une gestion « variable » de l'espace public, c'est le **risque d'être perçu comme une inégalité de traitement / d'investissement** de l'espace public

Quid de la **pérennité** des projets ?

Une gestion de l'espace public faite par des habitants, c'est le **risque d'être perçu comme une privatisation de l'espace public**

Répercussions sur les services publics

(financières - en fonctionnement et investissement - et techniques) en cas de baisse/défection/désengagement des habitants impliqués

Risque de dégradations qualitatives de l'espace public (en hiver par exemple)= **quid de la qualité en continu ?**

Multiplication des projets **pouvant induire un éparpillement** de la gestion et de l'implication

Dans l'idéal

Intégrer dans le mode de gestion la variabilité de l'implication des habitants

Etre **vigilant sur le niveau d'implication** et être en mesure de le renforcer si besoin

Un **renouvellement continu** de l'implication des habitants, des élus et des techniciens aussi !

Partage ou adhésion de l'intérêt public/politique du projet mené

Accepter l'évolutivité d'un projet/territoire

Propositions concrètes

Du temps de travail des professionnels des services publics **dédié au suivi et au renfort de l'implication citoyenne** si besoin

Formaliser au départ : les objectifs du projet, le rôle et la responsabilité de chacun (habitant, institution...), prise en charge de la gestion en fonction du niveau d'implication. Cette formalisation pouvant prendre différentes formes (convention, chartes...) et en ayant le souci de construire ce cadre avec les habitants et au fur et à mesure de l'évolution du projet

Formation commune à proposer aux habitants, services publics, associations...

- exemple pour les agents : apprendre à intégrer la modularité dans la gestion des espaces publics
- exemple pour les habitants ou autre: comment gérer et animer un collectif ? comment y prendre place ?
- exemple pour tous : formation sur l'éducation à la citoyenneté

Chercher des **ressources complémentaires** (centres sociaux, service jeunesse, école...)

Création d'instances pour les habitants et institutions **partagent leurs visions sur le fonctionnement du secteur** :

évaluation en continu, diagnostic partagés. Instance qui pourrait se nommer «service qualité » !

Notes sur l'atelier 4 :

Implication citoyenne dans la gestion : habitants, mais aussi commerçants, gestionnaires, jardiniers, travailleurs

L'atelier débute par un temps de mise au point sur les échelles et les thématiques abordées : qu'entend-on par « implication » ? Est-on « impliqué » si on assiste à une réunion publique sans prendre la parole ? Gestion du quotidien des espaces publics (déchets, etc.) ou gestion des aménagements sur l'espace public (dans le cadre de projet participatif par exemple) ?

Remarque d'une participante : Pourquoi la question titre ne parle pas des associations : elles sont toujours oubliées.

Le groupe se focalise progressivement sur la **gestion quotidienne des espaces publics d'un quartier**.

C'est quoi le problème ?

Les expériences des uns et des autres ont pointé un certain nombre de problèmes dans l'implication des différents citoyens (habitants et autres) dans la gestion de l'espace public :

Les temporalités des uns et des autres sont différentes

Certains usagers ne se sentent pas concernés

par la gestion de l'espace public et considèrent que c'est à la collectivité de gérer (notamment les déchets). Certains usagers sont de mauvaise foi ou plus largement ne se sentent pas responsables de l'espace public et sa gestion

Certains professionnels limitent leurs actions à l'espace où leur institution de rattachement est propriétaire

(cas d'une déchetterie qui ne ramassent pas les déchets qui sont déposés sur le trottoir devant la déchetterie car le trottoir appartient à la ville)

Les habitants peuvent s'interroger sur leur légitimité à intervenir

sur l'espace ou auprès d'autres usagers peu impliqués (quelle légitimité pour à un habitant à aller voir un commerçant pour lui dire de mieux gérer les déchets déposés sur l'espace public?)

Les usagers impliqués peuvent se sentir découragés et se démobiliser

face à la faible implication des autres usagers (« ça ne sert à rien », « ça sera recassé »...)

Dans l'idéal

Que tous les acteurs se sentent concernés par la gestion de l'espace public et aient conscience de leurs rôles et de leurs devoirs.

Que tous les acteurs (= usagers) soient présents lors des instances de participations

→ **Tous citoyens, tous concernés, tous impliqués**

Propositions concrètes

Se réunir autour d'un projet

Travailler autour d'un projet commun permet de fédérer les différents acteurs, et avoir un but commun favorise la communication et la compréhension des contraintes des uns et des autres. Ce projet doit être positif, il doit invoquer le plaisir (qu'est ce qui vous plaît?), et s'inscrire dans le quotidien (petit projet plutôt que gros projet)

→ **Valoriser le positif**

qu'est ce qui vous plaît ?

Communiquer : rendre transparent les contraintes, les choix et les raisons, les problèmes rencontrés (que la collectivité explique pourquoi un projet a été ajouré par exemple), les incivilités

Former- (re)former

communication non violente, faire des formations-actions, montrer, faire ensemble (auprès d'école).

« Former » les nouveaux habitants/arrivants/locataires et prendre le temps de le faire. Par exemple, lors de l'arrivée d'un locataire dans un logement, le bailleur doit prendre le temps de lui montrer le fonctionnement des différentes aménités et services (ramassage et tri des déchets, etc.).

Et, si besoin mettre des pénalités : en dernier recours, des pénalités doivent être envisagées pour inciter les plus récalcitrants à être plus responsables de la gestion des espaces publics.

Du bon sens

Mettre du sens et du lien Donner de la responsabilité pour tous : travailleurs, usagers, habitants

Mobiliser : discuter, interpeller, positionnement

Faire preuve d'exemplarité : chacun doit montrer « le bon exemple »

« Être drôle »

notamment, passer par l'humour pour sensibiliser les usagers à certaines problématiques (déjection canine par exemple) et faciliter la communication.

Bilan de la journée et suites proposées

Les participants dressent le bilan suivant de la journée. Parmi les éléments positifs, ils ont apprécié :

- La diversité des participants et le mélange des publics, une richesse
- l'organisation d'un atelier sur ce thème, rarement abordées
- les visites du matin avec des cas concrets présentés par des habitants et gestionnaires
- les techniques d'animation : débat mouvant et atelier gros débats
- la qualité des échanges, les interactions entre participants et les rencontres informelles
- l'intention de partage d'expériences.

Les participants pointent les points faibles et pistes d'amélioration suivantes :

- Un questionnement trop large et pas assez concret
- Des difficultés à se mettre d'accord sur la notion de gestion : gestion de projets, d'espaces publics, GUSP ... qui ont parfois ralenti les débats et productions dans certains groupes

Une 2ème rencontre en janvier 2018 sur la métropole de Lyon est proposée pour poursuivre les échanges. Des contacts seront pris avec le réseau GUSP de la métropole de Lyon ainsi que l'agence d'urbanisme et le CRDSU pour préparer cette journée.

Les participants souhaitent poursuivre sur « du concret », avancer collectivement sur un plan d'actions, expérimenter les propositions concrètes issues des ateliers gros débat chacun sur son territoire et échanger sur leurs pratiques et réalisations : des « rencontres qui comptent ». Il est proposé de suivre et accompagner 2 à 3 expérimentations concrètes de gestion citoyenne sur Grenoble et Lyon, en partant de problèmes concrets vécus sur le terrain, à résoudre collectivement. La rencontre de Lyon pourrait comporter un défi concret de gestion identifié à résoudre collectivement en co-construction : méthode du place making

Il est proposé que la 2ème rencontre s'ouvre à d'autres acteurs importants : les éducateurs de rue, les conseils de développement, les conseils citoyens...

Il est demandé de faire vivre le réseau d'ici là par mailing et via le site internet du centre ressources GUSP et du Cerema : une rubrique dédiée à l'implication citoyenne sera créée pour partager les outils et techniques d'animations, et des ressources sur ce thème : bibliographie, retours d'expériences, résolution de problèmes concrets et analyse des impacts des actions/expériences menées...

Les participants souhaitent poursuivre les échanges et le partage d'expériences notamment sur les sujets suivants : marches exploratoires, budgets participatifs, annuaire de référents GUSP, expériences d'animation et de gestion de l'espace public co-définie avec les habitants : comment rendre vivant et agréable l'espace public en friche ? Quelle gestion citoyenne pour des espaces en attente d'usage ou d'investissement ?

D'ici la 2ème rencontre sur Lyon en 2018, les participants conviennent d'échanger leurs idées et expériences par mailing et via la rubrique dédiée du Centre ressource GUSP : <http://www.centreressources-gusp.org/ateliers/limplication-citoyenne-dans-la-conception-et-la-gestion-des-espaces-publics-journ%C3%A9>

Pour plus d'informations :

Contacts Cerema : Cédric Boussuge – Chargé d'études espaces publics – Dtec TV
cedric.boussuge@cerema.fr / Karine Lancement – Chargée d'études Participation citoyenne et
Transitions- Cerema Centre Est – karine.lancement@cerema.fr

Contact Centre de ressources GUSP : Perrine Tauleigne – perrine.tauleigne@ville-pontdeclaux.fr
– <http://www.centreressources-gusp.org/>

Contact Ville de Grenoble : Franck Quéré – franck.quere@grenoble.fr

Contact Ville de Saint-Martin-d'Hères : Caroline Cialdella –
caroline.cialdella@saintmartindheres.fr / Aline Gillard – aline.gillard@saintmartindheres.fr

